

17 AVRIL, JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES PAYSANNES

«Le futur de l'humanité dépend de la déroute de l'agrobusiness»

Dans le cadre de la journée internationale des luttes paysannes, l'ONG E-Changer a collaboré avec Uniterre pour publier un article sur ce thème. Sergio Ferrari s'entretient avec Marina Dos Santos, une des coordinatrices du Mouvement des Sans Terre au Brésil.

Le massacre commis contre un groupe de travailleurs ruraux sans terre au Brésil en fut le détonateur. Depuis lors, le 17 avril – date qui commémore les événements tragiques de Eldorado dos Carajás (1996) – est devenu une journée mondiale de lutte paysanne. «Nous le faisons pour garder vivant le souvenir de tous les camarades morts pour la réforme agraire», affirme Marina dos Santos. Cette femme de 34 ans est membre de la Coordination Nationale du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) du Brésil, organisation qu'elle a rejoint à l'âge de 15 ans, lorsqu'elle s'intégra avec son père à un campement du MST.

Pourriez-vous nous rappeler l'origine de la journée du 17 avril?

La Via Campesina a déclaré cette date jour international de la lutte paysanne, en mémoire des 19 travailleurs brutalement assassinés lors du massacre d'Eldorado dos Carajás. Ce jour-là, en 1996, 3'000 familles de sans-terre avaient occupé l'autoroute PA-150 pour exiger la livraison d'une grande propriété improductive. Des groupes de militaires encerclèrent les sans terre et commencèrent à tirer, suite aux ordres d'Almir Gabriel, alors Gouverneur de l'État du Pará. Cette journée, depuis lors, cherche à maintenir vivant le souvenir de tous ceux qui moururent en luttant pour la réforme agraire et à dénoncer ces massacres restés officiellement impunis.

Vous parlez d'impunité...

12 ans plus tard les responsables de ce massacre sont toujours libres, la justice n'en a condamné aucun.

Comment s'organise cette année le 17 avril au Brésil?

Nous allons faire une grande journée avec des protestations, des marches et des occupations de terre pour montrer à toute la société que la réforme agraire est arrêtée. 150'000 familles campent en attendant qu'on leur accorde une parcelle de terre. La violence et l'impunité des crimes commis par les grands propriétaires fonciers et l'agrobusiness continue. Nous voulons qu'en ce jour, la nécessité de la réforme agraire fasse partie du débat national. Nous présentons un projet de développement pour la campagne brésilienne, axé sur la création d'emplois et la production de nourriture, pour résoudre les problèmes

de tout le peuple brésilien. Le premier pas pour avancer sérieusement est l'établissement des familles qui occupent des terres dans tout le pays.

Pourriez-vous mieux préciser ce que vous voulez dire, en parlant d'une réforme agraire freinée au Brésil?

Tout simplement, la réforme agraire n'avance pas. Pas plus que la déconcentration de la propriété foncière. Il n'existe qu'une mise en œuvre d'une politique d'assistance, qui tente de désamorcer les conflits sociaux. Le gouvernement continue de prioriser le modèle agro exportateur, le fameux «agrobusiness», basé sur la monoculture dans les grandes propriétés pour exporter le soja, le coton, l'eucalyptus. Cette tendance, basée sur une vision économique néo-libérale, ne garantit ni la croissance, ni la solution aux problèmes du peuple.



Un stade rempli par le congrès du MST au Brésil, juin 2007 / Photo: Douglas Mansur.

Ce qui avance au Brésil, par contre, c'est l'alliance entre les grands propriétaires fonciers et les entreprises transnationales de l'agriculture (parmi lesquelles: Bunge, Cargill, Monsanto, Stora Enzo, Syngenta, etc.). Les affectations de terre effectuées par les autorités ne mettent pas en question la grande propriété. Dans la majeure partie des cas, la terre distribuée est publique. Le gouvernement n'applique même pas le plan national de réforme agraire et maintenant il ne veut pas planifier de nouvelles distributions de terre.

Vous soulignez la responsabilité des grandes transnationales de l'agrobusiness...

Effectivement. D'où l'importance sur le plan international de Via Campesina, composée de plus 130 organisations de

«sans-terre», travailleurs ruraux, petits paysans, indigènes, etc. de 50 pays. En ce moment, l'ennemi principal des paysans, c'est l'articulation internationale des grandes transnationales de l'agrobusiness. Et ce n'est pas possible de l'affronter dans un seul pays. D'où l'énorme importance de Via Campesina...

Un réseau international qui implique des accords toujours plus concrets entre les acteurs sociaux de la campagne?

Nous avons besoin d'un nouveau modèle agricole – à l'échelle internationale – qui maintienne le contrôle des semences et de la production par les agriculteurs. Et qui garantisse la préservation de l'environnement et des aliments sans engrais toxiques. La réforme agraire et la souveraineté alimentaire sont deux drapeaux fondamentaux de la construc-

tion de ce nouveau modèle. Le futur de l'humanité dépend de la déroute de l'agrobusiness, des grandes entreprises transnationales de l'agriculture et du néo-libéralisme.

Une réflexion finale...

Je voudrais insister sur l'importance énorme de l'appui que nous apportent les organisations amies, parmi elles, E-changer en Suisse. La solidarité est une valeur fondamentale pour construire un monde plus juste. C'est un renfort énorme pour nous de savoir que, dans de nombreux pays du monde, il existe des personnes et des organisations qui appuient la réforme agraire comme instrument permettant de résoudre les problèmes sociaux de notre pays.

Recueillis par Sergio Ferrari
Traduction: H.P. Renk

17 AVRIL, PROGRAMME EN SUISSE

Pour 2008, La Via Campesina a choisi comme thème central de la journée des luttes paysannes la «mainmise de l'agrobusiness et des multinationales sur l'agriculture et l'alimentation». En Suisse, les événements annoncés s'intègrent parfaitement à cette thématique:

- La nouvelle fédération romande pour l'agriculture contractuelle de proximité sera officiellement lancée. C'est une alternative claire en faveur d'une agriculture locale, destinée aux consommateurs de la région. Une agriculture qui répond aux attentes des populations.
- Par ailleurs, le «Collectif de la journée des sans terre» à Bâle se concentrera sur les agissements de la multinationale suisse Syngenta au Brésil.

Activités annoncées:

Genève: place de la Navigation (quartier des Pâquis) de 12h00 à 16h30: apéro-repas organisé par Les Jardins de Cocagne avec la collaboration du Jardin de Charrotons, Affaire TourneRêve, les Ares et Vous, La Cueillette de Landecy, ... Expo sur le parcours des légumes, la traçabilité, les conditions de travail et photos des écoles.

Fribourg: marché paysan de 16h à 20h30 au Passage entre la rue de Lausanne et la rue de Romont. Petite restauration, vente de produits bio, stands d'information et d'animation. 19h30-20h30: table ronde sur la souveraineté alimentaire et l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Union Européenne. Organisation: «Le panier bio» en collaboration avec Bio Fribourg, Gaïa, magasin bio de Bulle, Fribourg Solidaire, Uniterre etc.

Bâle (16 et 17 avril): Le «collectif de la journée des sans-terre» organise un marché des produits locaux, des stands d'information et de la petite restauration sur la Claraplatz. Ces journées sont organisées en collaboration avec le Mouvement des Sans Terre (Brésil) qui délègue deux membres. Le thème principal est l'implication de Syngenta dans le processus de destruction de l'agriculture paysanne.

Le programme complet et mis à jour régulièrement sur le site www.uniterre.ch.